

VIOLENCES MÉDIATIQUES EN CONTINU CONTRE LES GRÉVISTES



La mobilisation contre la réforme des retraites se heurte à des détracteurs de poids : l'immense majorité des médias. Parce qu'ils piétinent la qualité de l'information sociale, parce qu'ils imposent leurs partis pris au mépris du pluralisme, ils posent à la société un problème démocratique majeur.

Certains matraquent leurs partis pris à longueur de Unes et d'éditos là où d'autres revêtent la tenue de conseiller du prince en discutant de la « méthode » ; mais dans leur grande majorité et par la voix de leurs rédactions en chef, les grands médias s'accordent sur le fond : la réforme est nécessaire.

« *Le retrait du projet est inenvisageable* » (Nicolas Beytout, Europe 1, 11/12) « *Moi, je suis défenseur de la réforme* » affirme Jean-Claude Dassier (CNews, 16/12). « *Il est urgent de faire appel au bon sens des Français, pour qu'ils réalisent notamment que des réformes de fond, comme celle des retraites, sont nécessaires et même indispensables.* » plaide Sonia Mabrouk (FigaroVox, 12/12).

Tous les éditorialistes ne sont pas aussi explicites, ni tous les titres aussi caricaturaux que peuvent l'être *Le JDD* ou *Le Parisien*, reconvertis en valets du roi Macron depuis le début du mouvement. Mais le mimétisme des médias entre eux, autant que les convergences d'intérêts qui relient leurs dirigeants et propriétaires conduisent, en partie, à ce que les tendances de fond soient les mêmes partout :

- la couverture de la grève est écrasée par les sujets sur les « galères » (des usagers, des entreprises, des commerçants, etc.) aux dépens d'une information sociale s'intéressant, par exemple, à l'organisation des grévistes. Notre étude du 20h de France 2 donne à ce titre un aperçu significatif du traitement médiatique général : sur plus de 5h d'antenne dédiées

à la question des retraites (du 5 au 31 décembre), 43% du temps est consacré aux galères et autres conséquences négatives de la grève : 2,5 fois plus de temps qu'aux manifestants, aux grévistes et à leurs mobilisations.

- les « analyses » sont polarisées par une attention quasi exclusive à la forme des négociations et au « dialogue social ». Se multiplient ainsi les « décryptages » sur la méthode et la pédagogie gouvernementales ; le « ira-ira-pas » des syndicats ; les stratégies des uns et des autres, soit un journalisme de commentaire par le petit bout de la lorgnette. De la même manière, l'évolution du mouvement est essentiellement mesurée à l'aune d'une pluie de sondages, apportant des résultats contradictoires d'un jour – voire d'une heure – sur l'autre. Mais peu importe, pourvu qu'ils nourrissent les diagnostics d'éditorialistes qui passent leur temps à les ajuster à des commentaires préétablis.

- les cadrages des débats évacuent la possibilité d'un retrait de la réforme, ou en d'autres termes : il n'y a pas d'alternative. Lors d'interviews ou de débats en plateau, le retrait est en effet renvoyé systématiquement à une position jugée « non constructive » (à l'opposé de celle des syndicats qualifiés de « réformistes » voire de « progressistes »). Dès lors, les propositions alternatives pour faire évoluer le système de retraites actuel sont tout simplement absentes des débats de fond, ou extrêmement marginalisées.

Stress, insomnie, virus... comment la grève met notre corps à rude épreuve

Les grèves, période bénie pour les microbes

Les accidents en hausse à Paris depuis le début de la grève

Le Parisien, 12/12
Le Point, 18/12
Le Figaro, 17/12

HARO SUR LES GRÉVISTES !

Ces différentes tendances de la couverture médiatique de la mobilisation contre la réforme des retraites sont mobilisées avec (plus ou moins) de violence face aux opposants invités en plateau (syndicalistes, politiques, etc.), où le mot d'ordre est globalement identique : haro sur les grévistes !

Reste ensuite la façon de le déployer : rappels à l'ordre, distribution des bons et mauvais points selon les syndicats, surexposition d'actions prêtant – du point de vue des éditorialistes – à polémique, sommations à condamner des actes jugés « jusqu'au-boutistes » et « illégitimes », culpabilisation pour les fêtes de fin d'année, etc.

Et à ce petit jeu, les éditorialistes, « experts économiques » et autres professionnels du commentaire qui quadrillent les plateaux ne manquent jamais de souffle.

La CGT ? « *Un syndicat totalitaire* » (Raphaël Enthoven, Twitter, 17/12). La grève ? « *Absurde* » (idem). À se demander si le philosophe médiatique n'a pas fait ses classes chez un autre maître de la pensée antisyndicale (spécialité CGT) sévissant dans les colonnes du *Point*. Dès fin novembre, Franz-Olivier Giesbert tapait ainsi sur Philippe Martinez, incarnation de « *cette France [...] crypto-frontiste, ultra-individualiste, nourrie à la pensée magique, qui nous raconte tout à l'envers, les travailleurs les plus protégés étant toujours présentés comme les grandes victimes du système.* » (29/11)

Jean-Michel Apathie se fâche lui aussi tout rouge face aux coupures d'électricité de la CGT : « *Le droit de grève est constitutionnel. Les coupures d'électricité, pas encore.* » (18/12) Et il n'en démord pas : « *En coupant l'électricité, les grévistes de la CGT kidnappent l'électricité qui ne leur appartient pas. Indéfendable.* » (19/12) La magie des canaux démultipliés permettant aux mêmes éditorialistes de se retrouver sur différents plateaux d'une heure sur l'autre, Jean-Michel Apathie

délivre la bonne parole capitaliste sur LCI le matin, puis sur France 5 le soir : « *[Il n'est] pas légitime qu'un salarié dégrade l'outil de travail.* »

Et il n'est pas le seul.

Haro sur les coupables d'un « *cirque à durée indéterminée* » (Nicolas Beytout, 5/12) ! Haro sur les « *surenchères de Sud Rail* » et « *l'ultimatum de la CGT [...] insupportable, odieux même* » (Dominique de Montvalon, 16/12) !



Haro sur les récalcitrants : « *Mais rien a priori, Philippe Martinez ne veut rien entendre. Rien ne peut lui faire entendre raison [...], rien ne trouve raison à ses oreilles. [...] Il y a des choses qui ont été proposées par le gouvernement [...], des garanties qui ont été apportées par le gouvernement, mais rien, nada, il ne veut rien entendre.* » (Nathalie Lévy, Europe 1, 9/12)

Haro sur les manifestants qui bloquent des dépôts, ce qui « *pose la question de savoir si la grève est librement consentie à la SNCF, à la RATP et dans d'autres entreprises publiques.* » (Patrick Cohen, 9/12) Haro, enfin, sur tous les archaïques qui, « *en France, [ont] désormais ancrée cette peur de la réforme quelle qu'elle soit !* » (Henri Vernet du Parisien sur France Info, 9/12)

POUR ALLER PLUS LOIN SUR LE SITE D'ACRIMED :

- ▶ Retraites : violences médiatiques en continu contre les grévistes (30/12)
- ▶ Les conseillers du Prince en (ordre de marche (03/01)
- ▶ Retraites : France Info « capitalise » déjà sur la réforme (06/01)
- ▶ Retraites : 50 nuances de « galères » au zoh de France 2 (08/01)

Acrimed continuera d'observer et de critiquer les médias dominants tant qu'il faudra, en faisant valoir ses propositions de transformation radicale du paysage médiatique et en appelant à la mobilisation de toutes et tous. Pour défendre le droit d'informer et le droit à être informé, tous deux gravement menacés, et pour que l'information, trop longtemps confisquée par les pouvoirs, devienne enfin un bien commun et non une marchandise.

Acrimed est une association de critique des médias née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes. Nous sommes journalistes, salariés des médias, chercheurs, acteurs du mouvement social et « usagers » des médias, et nous cherchons à porter une critique indépendante, radicale et intransigeante du système médiatique.